

MEXIQUE-Religion-Homicide

Le troisième prêtre assassiné en une semaine

AFP
(MEXICO/Mexique)

Un prêtre de l'Etat de Michoacan, dans l'ouest du Mexique, a été retrouvé mort, portant des blessures par balle, quelques jours après avoir été porté disparu, a annoncé dimanche le parquet de l'Etat.

Avec la mort de José Alfredo Lopez Guillen, ce sont trois prêtres qui ont été assassinés en une semaine au Mexique. Lundi

20 septembre, les corps de deux autres prêtres, également tués par balle, avaient été découverts dans l'Etat de Veracruz, dans l'est du Mexique.

La disparition de José Alfredo Lopez Guillen avait été rapportée mercredi par ses proches, qui étaient alors sans nouvelles de lui depuis deux jours. Elle avait été annoncée publiquement jeudi par le gouverneur de l'Etat de Michoacan, Silvano Aureoles, dans une interview à la radio.

Le parquet de Michoacan a annoncé dimanche que le

corps du prêtre avait été découvert samedi soir près de la localité de Las Guayabas, près d'une route de cet Etat, dans une zone où les trafiquants de drogue sont très actifs.

La voiture du prêtre avait été découverte le mardi précédent dans le même secteur, retournée et vide, a indiqué le parquet.

Selon les résultats de l'autopsie, "la mort a été provoquée par des blessures causées par des projectiles d'arme à feu", a indiqué le parquet dans un communiqué.

"Avec une profonde tris-

tesse, nous annonçons que le corps d'Alfredo Lopez Guillen a été découvert. Prions pour son âme", a déclaré sur Twitter l'archidiocèse de Morelia, capitale du Michoacan.

Avant sa disparition, aucun changement dans le comportement du prêtre n'avait été remarqué par son entourage, et aucune demande de rançon n'a été faite après sa disparition, a encore indiqué le parquet de Michoacan.

Le 19 septembre, les corps criblés de balles de deux autres prêtres, Alejo Nabor Jimenez et José Alfredo

Suarez, avaient été découverts dans l'Etat de Veracruz. Ces deux religieux avaient été enlevés la veille par des inconnus dans une église dans la localité de Posa Rica, dans le même Etat.

Avant l'annonce de la découverte de samedi, le Centre catholique multimédia, qui recense les attaques contre les religieux au Mexique, a indiqué que 14 prêtres, un séminariste et un sacristain avaient été assassinés dans ce pays depuis décembre 2012. Deux autres prêtres sont portés disparus.

YÉMEN-Conflit-Rebelles

La coalition arabe veut un règlement d'ensemble, pas une simple trêve

AFP
(RYAD/Arabie saoudite)

La coalition militaire arabe intervenant sous commandement saoudien pour soutenir les forces gouvernementales au Yémen a prôné lundi un règlement politique d'ensemble et non une simple trêve, comme le proposait quelques heures plus tôt un dirigeant des rebelles yéménites Houthis.

Saleh al-Sammad, président du Conseil politique suprême, un organe non reconnu créé en août par les rebelles pour "diriger le pays", avait auparavant proposé une trêve à la frontière avec l'Arabie saoudite en

contrepartie d'un arrêt des raids aériens contre la rébellion.

"Je pense qu'il ne s'agit pas d'une (proposition de) cessez-le-feu", a déclaré à l'AFP le porte-parole saoudien de la coalition militaire arabe, le général Ahmed Assiri.

Et pour cause, a-t-il ajouté, les rebelles "refusent" de répondre positivement à l'initiative de paix annoncée le 25 août par le secrétaire d'Etat américain John Kerry. Celle-ci prévoit la participation des Houthis, alliés aux partisans de l'ancien président du Yémen Ali Abdallah Saleh et accusés d'être soutenus par l'Iran, à un gouvernement d'union nationale, en échange de leur retrait de la capitale Sanaa et de vastes zones du

nord, ainsi que la remise des armes lourdes.

Les combats se sont intensifiés au Yémen, notamment à la frontière saoudienne, après la suspension le 6 août de trois mois et demi de pourparlers de paix qui se sont tenus sans succès au Koweït sous l'égide de l'ONU.

•**POUR UN VÉRITABLE RÈGLEMENT** Le Yémen est déchiré depuis 18 mois par une guerre civile qui oppose les rebelles aux forces loyales au chef de l'Etat Abd Rabbo Mansour Hadi.

Dans son offre, M. Sammad a demandé à Ryad "un arrêt de l'agression terrestre, aérienne et navale, une cessation des raids aériens et la levée du blocus imposé à notre pays, en échange d'un

arrêt des opérations de combat à la frontière et des tirs de missiles en territoire saoudien" par les rebelles.

"S'ils (les Houthis) veulent un cessez-le-feu, ils savent ce qu'ils ont à faire", a répliqué le général Assiri, en se référant au plan de paix de M. Kerry.

La coalition accueille "tout effort pour un véritable règlement politique" d'ensemble, plutôt qu'"une courte trêve sans contrôle ni observateurs", a-t-il ajouté.

M. Sammad a appelé "l'ONU et les Etats épris de paix à exercer des pressions sur le régime saoudien pour qu'il saisisse (son) offre" de trêve. Il a en outre proposé une amnistie générale aux "combattants qui se sont rangés aux côtés de l'agression", en

allusion aux forces pro-Hadi. Fin août, l'émissaire de l'ONU Ismaïl Ould Cheikh Ahmed avait souligné que le retour à un cessez-le-feu était "essentiel" pour espérer reprendre des négociations autour d'un nouveau plan de paix.

Une nouvelle trêve devra marquer "la fin de toutes les opérations militaires terrestres, aériennes et navales" ainsi qu'une "désescalade complète le long de la frontière du Yémen avec l'Arabie saoudite", avait-il expliqué devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le conflit au Yémen, qui a généré une grave crise humanitaire, a fait plus de 6.600 morts et déplacé au moins trois millions de civils, selon l'ONU.

PHILIPPINES-CHINE-RUSSIE-Droits de l'homme

Les investisseurs fuient, Duterte se tourne vers Pékin et Moscou

AFP
(MANILLE/Philippines)

Le président philippin Rodrigo Duterte a déclaré lundi qu'il cherchait à resserrer les liens économiques avec la Chine et la Russie au moment où la devise et la Bourse locales déclinent en raison des critiques occidentales contre sa guerre anticriminalité.

Le peso a touché un plus bas de sept ans face au dollar lundi tandis que les investisseurs étrangers ont vendu des actions locales pour le 23e jour consécutif. Les ana-

lystes expliquent la tendance par les incertitudes croissantes sur la gestion par M. Duterte de l'économie, jusque-là l'une des plus performantes d'Asie.

"Je vais lancer des alliances commerciales avec la Russie et la Chine alors vous, les autres investisseurs, partez, il n'y a pas de problèmes", a lancé M. Duterte.

Depuis sa prise de fonctions fin juin, plus de 3.300 personnes ont été tuées dans le cadre de la campagne qu'il a lancée contre le trafic de drogue. De nombreuses organisations des droits de l'Homme et des gouvernements occidentaux sont

montés au créneau pour la dénoncer.

L'agence de notation financière Standard and Poor's avait prévenu la semaine dernière que cette guerre menaçait la stabilité économique de l'archipel.

Elle a également estimé que la politique étrangère imprévisible des autorités et leurs déclarations sur la sécurité nationale rendaient peu probable une amélioration de la note de Manille.

En réaction aux critiques, M. Duterte a multiplié les diatribes insultantes contre l'ONU et l'Union européenne. Il a également traité le président américain Ba-

rack Obama de "fils de pute". Jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Duterte, les Philippines, ancienne colonie américaine, étaient l'un des alliés les plus fidèles de Washington en Asie. Les deux pays sont liés par un traité de défense mutuelle.

Le nouveau président a laissé entendre qu'il cherchait à prendre ses distances avec Washington mais ces nouvelles déclarations sont les plus explicites quant à son intention de faire pivoter Manille en direction de la Chine et de la Russie.

Il a affirmé avoir eu des entretiens secrets avec le président chinois Xi Jinping et le

Premier ministre russe Dmitri Medvedev sans qu'il soit possible de savoir quand.

Lundi, la Bourse de l'archipel a reculé de 1,18%, à 7.632,46 points.

"Les fonds internationaux ont vendu des titres philippins pour la 23e journée consécutive dans un contexte de nervosité due aux conséquences de la guerre antidroque de M. Duterte et ses propos injurieux contre l'ONU et les Etats-Unis", a rapporté l'agence financière Bloomberg.

La devise philippine a reculé de 0,5% lundi, à 48,25 face au dollar, son plus bas niveau depuis 2009.

USA-FRANCE-Élection présidentielle

L'ancien président Sarkozy "souhaite la victoire d'Hillary Clinton"

AFP
(PARIS/France)

L'ex-président français Nicolas Sarkozy, candidat à la primaire de la droite pour la présidentielle de 2017, "souhaite la victoire d'Hillary Clinton" face au Républicain Donald Trump, a-t-il dit lundi, quelques heures

avant le premier débat télévisé entre les deux candidats à la Maison blanche.

Interrogé sur la comparaison régulièrement établie entre lui et Donald Trump, M. Sarkozy a répondu: "je pense que (pour) ceux qui la font, ce n'est pas un compliment. Peut-être que si Donald Trump devait gagner, je serais moins comparé à lui. Pour autant je souhaite la vic-

toire d'Hillary Clinton".

"Ce n'est pas mon problème, je ne suis pas Américain, mais j'ai travaillé avec Hillary Clinton, j'ai pu mesurer qu'on pouvait lui faire confiance, qu'elle avait du courage. Enfin si c'est Donald Trump, ce sera Donald Trump", a poursuivi l'ancien président français, candidat à l'investiture de son parti Les Républicains lors d'une pri-

maire fin novembre.

Parmi les principaux candidats à l'élection présidentielle française de 2017, seule Marine Le Pen, chef de file de l'extrême droite, a affiché son soutien à Donald Trump.

Le candidat républicain et son adversaire démocrate se retrouvent lundi pour leur premier débat présidentiel, qui devrait rassembler des di-

zaines de millions de téléspectateurs américains.

Les derniers sondages les donnent au coude à coude: 46% des intentions de vote pour Mme Clinton et 44% pour Donald Trump dans un match à quatre incluant les deux autres petits candidats, et 49%-47% si on ne les prend pas en compte.

A travers le monde

•CUBA-DIPLOMATIE-GOUVERNEMENT

Le père de la révolution cubaine Fidel Castro, 90 ans depuis un mois, est apparu lundi dans les médias cubains pour la troisième fois en moins d'une semaine, du jamais vu depuis plusieurs années.

L'ex-président cubain, qui a cédé le pouvoir à son frère Raul en 2006, a reçu dimanche soir à son domicile à l'ouest de La Havane le Premier ministre chinois Li Keqiang.

Sur les trois clichés publiés lundi par les médias d'Etat, l'ex-président apparaît vêtu de son habituel survêtement et d'une chemise blanche. Sur l'une des photos, sont présentes les épouses des deux dignitaires, Dalia Soto del Valle et Cheng Hong. Sur une autre, Fidel Castro serre la main de son hôte debout.

•ALLEMAGNE-Procès-Espionnage

Werner Mauss, un ex-agent de 76 ans surnommé le "James Bond allemand" par la presse, comparait à partir de lundi devant la justice allemande pour avoir soustrait quelque 15 millions d'euros au fisc, des accusations que l'ancien espion réfute en bloc. Le procès s'est ouvert en milieu de matinée devant le tribunal de Bochum (ouest), a constaté l'AFP. Le Parquet lui reproche d'avoir placé d'importantes sommes d'argent dans des fondations enregistrées sous un faux nom à l'étranger, notamment aux Bahamas, selon l'agence de presse allemande DPA.

•BIRMANIE-Politique-Diplomatie-Santé

La chef de la diplomatie birmane Aung San Suu Kyi, âgée de 71 ans, a dû suspendre lundi ses activités officielles, pour quelques jours, revenue affaiblie et avec des maux de ventre de sa visite aux Etats-Unis. "Elle se sent faible, n'ayant pas eu beaucoup de repos pendant ce voyage" l'ayant conduit de Grande-Bretagne puis aux Etats-Unis, ont annoncé ses services sur Facebook, voie habituelle de communication du gouvernement. "Elle a des maux d'estomac dus au fait qu'elle n'a pas pu avoir de repas réguliers" pendant ce voyage, ajoute le communiqué, assurant que "son état de santé n'est pas inquiétant mais qu'elle doit juste se reposer pendant quelque temps", maintenant qu'elle vient d'atterrir en Birmanie.